

Des regards accusateurs contre l'Etat maltais

MALTE Le meurtre de Daphne Caruana Galizia révulse l'Europe

- Le fils de la journaliste et blogueuse maltaise anti-corruption a accusé le gouvernement de complicité dans ce meurtre.
- La Commission européenne s'est dite « horrifiée » et réclame que « justice soit faite ».

Il y a des escrocs partout où l'on regarde maintenant, la situation est désespérée». Les mots, signés Daphne Caruana Galizia, et postés trente minutes avant que sa voiture n'explose lundi, étaient désespérément prémonitoires. La force de l'explosion de la bombe placée dans le véhicule de la blogueuse et journaliste maltaise a été telle que les services de secours l'ont retrouvé dans un champ au bord de la route, à quelques encablures de son domicile à Bidnija, dans le nord de l'île. Son fils Matthew, membre du Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ) dont *Le Soir* fait partie, et à qui l'on doit notamment les révélations des Panama Papers et des Malta Files, était avec les secours lors de la funeste découverte. Sur Facebook, il s'excuse de ne pas mâcher ses mots : « Je n'oublierai jamais comment j'ai couru autour du brasier dans le champ, en essayant d'ouvrir la porte alors que le klaxon sonnait encore (...). J'ai regardé par terre et j'ai vu le corps déchiqueté de ma mère. Voilà à quoi ressemble une guerre, a-t-il encore ajouté.

Et il faut que cela se sache. (...) Nous sommes un peuple en guerre contre l'État et le crime organisé, qui ne se distinguent plus l'un de l'autre ».

Trafics illicites, pots-de-vin, comptes bancaires offshore... La blogueuse et journaliste maltaise était une infatigable militante anti-corruption. À 53 ans, Daphne Caruana Galizia, avait travaillé comme chroniqueuse dans plusieurs médias maltais, mais c'est surtout par son blog très suivi, Running Commentary, qu'elle s'était fait connaître bien au-delà de son île. Avec sa plume acérée, « empoisonnée » selon ses détracteurs, elle pouvait se vanter de rameuter près de 400.000 lecteurs dans ses meilleurs jours. Un chiffre qui donne le tournis quand on sait que Malte accueille 420.000 habitants.

À partir des révélations des Panama Papers, Daphne Caruana Galizia avait travaillé sans relâche, sortant scoop sur scoop, sur l'implication de proches du Premier ministre maltais Joseph Muscat et en particulier son épouse. La journaliste avait accusé Michelle Muscat d'avoir ouvert un compte au Panama pour y abriter, entre autres, des pots-de-vin versés par l'Azerbaïdjan. Si le couple a toujours nié les faits, le Premier ministre a été fragilisé. Et avait dû convoquer des élections anticipées en juin. Rien de tout ça

« Le gouvernement maltais est complice »

MATTHEW, FILS DE DAPHNE CARUANA GALIZIA

n'avait pourtant empêché Joseph Muscat de garder son chef de cabinet Keith Schembri et son ministre de l'énergie, Konrad Mizzi, alors qu'ils détenaient des comptes secrets au Panama. Le travail de la tenace journaliste maltaise avait tant impressionné, que le magazine *Politico* l'avait pointée

comme l'une des « 28 personnalités qui font bouger l'Europe ». Et qualifiée de « *WikiLeaks* entier en une seule femme ».

Pour Matthew Caruana Galizia, cela ne fait pas de doute, le gouvernement maltais est complice de ce meurtre : « Vous êtes complices, vous êtes responsables de ça. (...) Joseph Muscat a rempli son gouvernement, sa police et ses tribunaux de crapules. Si les institutions maltaises étaient saines et fonctionnaient, il n'y aurait pas de meurtre à investiguer. Mes frères et moi aurions toujours une mère. » Matthew a remporté une première bataille ce mardi en obtenant que la magistrate chargée de l'enquête se recuse. Elle avait été visée par les attaques de la journaliste à plusieurs reprises.

Joseph Muscat a ordonné aux forces de l'ordre de concentrer toutes leurs ressources pour retrouver les meurtriers, et demandé pour cela l'aide de la police fédérale américaine (FBI). L'attaque à la voiture piégée n'est pas une nouveauté à Malte : celle de lundi est la 6e dans l'île en 13 mois, et la 4e mortelle. Mais jusqu'à présent, les victimes étaient des membres de réseaux criminels ou des hommes d'affaires soupçonnés de liens avec ces réseaux. Les auteurs n'ont jamais été retrouvés.

Pour Reporters sans frontières, le meurtre de Daphne Caruana Galizia « fait plus penser à la Russie de Poutine qu'à l'Union européenne ». En février, l'association avait dénoncé les attaques dont était victime la journaliste d'investigation - dont les comptes bancaires avaient été bloqués après ses révélations. Sven Giegold, eurodéputé vert qui avait auditionné Daphne Caruana Galizia dans le cadre de la commission d'enquête sur les Panama Papers abonde dans le même sens : « Elle avait déjà reçu des menaces. Elle n'a pas reçu la sécurité nécessaire ». ■

MARINE BUISSON



l'expert « Ses harceleurs ont une responsabilité »

Pour Ricardo Gutiérrez, secrétaire général de la Fédération européenne des journalistes (FEJ), l'assassinat de Daphne Caruana Galizia est bien sûr une terrible nouvelle, mais malheureusement pas totalement une surprise...

Daphne Caruana Galizia était-elle menacée ?

Oui, on savait qu'elle était menacée, à telle enseigne que le 10 février dernier, nous avons déposé, avec d'autres organisations, une alerte sur la plateforme du Conseil de l'Europe pour renforcer la sécurité des journalistes (à charge pour le Conseil de demander des explications aux Etats membres). Daphne, qui était une spécialiste des affaires de corruption, avait été poursuivie pour diffamation par le ministre maltais de l'Economie, et condamnée par un tribunal local, qui avait gelé ses comptes en banques. Il y a des amendes prévues pour diffamation, mais c'est la première fois que les avoirs d'un journaliste étaient gelés. Il s'agissait clairement d'une mesure d'intimidation. Et j'ai tendance à penser que le ministre responsable de ce harcèlement, qui

l'a fait condamner à cette peine disproportionnée, a une responsabilité dans cette tragédie. Je ne dis évidemment pas que c'est lui qui l'a fait tuer mais, quelque part, il a ouvert la porte à des personnes beaucoup plus mal intentionnées que lui, à des criminels.

Par-delà l'assassinat en lui-même, il y a le modus operandi...

C'est du jamais vu ! En Italie, des juges anti-mafia, comme Paolo Borsalino ou Giovanni Falcone, ont été victimes d'attentats à la bombe, en 1992, mais jamais des journalistes - à l'exception de Pavel Cheremet, en juillet 2016, à Kiev, mais dans un contexte d'un pays quasi en guerre. Dans le cas de Daphne, il s'agit clairement d'une volonté d'intimidation : pour être cynique, ce n'est pas la façon la plus facile d'éliminer un journaliste... Si on l'a fait comme ça, c'est pour marquer les esprits, pour faire passer un message à d'autres journalistes. Il se trouve qu'on travaille également avec le Conseil de l'Europe sur une étude sur l'autocensure auprès des journalistes - autocensure nourrie par des menaces. Globalement, en Europe, sur un millier de journalistes interrogés,

un tiers admet s'autocensurer. Cela ne veut pas nécessairement dire : « Je ne couvre pas une histoire », mais « J'atténue ou je cache certains faits ». Le taux est énorme, et sans doute sous-estimé car c'est plutôt difficile à avouer : quelque part, c'est reconnaître qu'on n'accomplit pas sa mission sociale, qui est de révéler les choses que tout pouvoir cherche à cacher.

Y a-t-il une augmentation de la dangerosité d'exercer le métier de journaliste ?

Clairement, oui. Ce n'est pas la FEJ toute seule qui le dit : nous représentons 71 organisations de journalistes en Europe, des syndicats et des associations, qui nous rapportent les faits. Evidemment, on ne trouve pas le même degré d'attaques en Belgique qu'en Azerbaïdjan mais, en deux ans, nous avons déposé 352 alertes sur la plateforme du Conseil de l'Europe que j'évoquais, dont 90 sont des attaques sur l'intégrité physique des journalistes. Cette année, Daphne est la cinquième journaliste tuée dans l'exercice de ses fonctions au sein des 47 Etats du Conseil de l'Europe ! ■

Propos recueillis par
WILLIAM BOURTON

L'UE « HORRIFIÉE »

Un acte « scandaleux »

Du côté de la Commission européenne, la réaction est épidermique. « Horrifiée » par l'assassinat de Daphne Caruana Galizia, « une journaliste bien connue et respectée », la Commission, par la voix de son porte-parole Margaritis Schinas, réclame que « justice soit faite » pour cette « pion-

nière du journalisme d'investigation à Malte ». « Le droit pour un journaliste d'enquêter, de poser des questions inconfortables et de rendre compte est au cœur de nos valeurs et doit être garanti à tout moment », a-t-il estimé.

Sven Giegold, eurodéputé Vert, avait auditionné Daphne Caruana Galizia dans le cadre de la commission d'enquête sur les Panama Papers. Le meurtre l'a laissé abasourdi.

« Ce sont des méthodes mafieuses. Où est passé l'Etat de droit européen ? Il faut garder Malte à l'œil maintenant et réclamer de réelles conséquences pour la criminalité financière. » Giegold regrette le silence du Premier ministre Muscat et dénonce une culture de l'impunité à Malte : « Il a bien sûr réclaté une enquête sur la mort de Daphne. Mais il ne répond pas sur le fond à ces accusations, soutenues par

l'autorité contre le blanchiment d'argent à Malte. » L'eurodéputé dénonce une « absence de conséquence » : « Il n'y a jamais eu de conséquences. Il faut trouver les coupables du meurtre de Daphne. Et il faut en finir avec cette culture de l'impunité financière en Europe et à Malte. Il y a des directives européennes, mais aucune conséquence s'il n'y a pas d'actions des autorités. »

M.BN (AVEC AFP)